

Renseignor

le Renseignement ouvert par la radio

N° 1034 le 15 juillet 2018

Dans ce numéro

En Tunisie, six membres des forces de sécurité tués dans une attaque revendiquée par Al-Qaïda au Maghreb islamique...
(Page 3)

Une unité de renseignement de l'armée sud-coréenne objet d'une enquête spéciale ordonnée par la présidence...
(Page 4)

À Islamabad, réunion des chefs des services de renseignement de la Russie, de la Chine, de l'Iran et du Pakistan...
(Page 5)

Des photos des lance-roquettes multiples chinois PHZ-89 publiées sur les réseaux sociaux...
(Page 6)

Des données sensibles sur les drones américains MQ-9 Reaper en vente sur le Dark Web...
(Page 7)

Une arme laser de conception turque à même de percer une armure de 22 mm à 500 mètres de distance...
(Page 8)

FORMULATION D'ARTICLE
– Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

Les Brigades Al-Ashtar placées par Washington sur la liste des terroristes mondiaux spécialement désignés...

Le département d'État américain a annoncé mardi qu'il avait classé les Brigades Al-Ashtar, qu'il considère comme un groupe terroriste lié à l'Iran et basé à Bahreïn, comme une organisation terroriste étrangère. Le département d'État les a également ajoutées à sa liste des terroristes mondiaux spécialement désignés et a inclus deux individus affiliés à ce groupe dans sa liste noire, notant que l'organisation « visant le renversement du gouvernement bahreïni » avait revendiqué de nombreuses « attaques terroristes ». Les sanctions accompagnant cette classification incluent le gel de tous les actifs que l'entité désignée pourrait posséder aux États-Unis et la cessation de ses relations commerciales avec les individus américains.
(Radio Chine internationale, le 11-07-2018)

Plusieurs morts dans des combats entre séparatistes armés et militaires, dans le sud-ouest du Cameroun...

Dans le sud-ouest du Cameroun plusieurs personnes ont péri dans des combats entre séparatistes armés et militaires à Kumba. Des affrontements qui durent depuis lundi dans cette région anglophone où la situation s'est détériorée depuis l'assassinat dimanche du commissaire de Kumba par des séparatistes présumés.
(Médi-1, le 13-07-2018)

Un navire chinois au large d'Hawaï pour espionner les exercices militaires des États-Unis dans le Pacifique...

Le département américain de la Défense a accusé la Chine d'avoir envoyé un navire au large d'Hawaï pour espionner les exercices militaires des États-Unis dans l'océan Pacifique. Selon la chaîne d'information américaine CNN, le capitaine Charlie Brown, porte-parole de la flotte américaine du Pacifique, a annoncé, dans un communiqué, qu'un navire chinois surveillait les exercices américains effectués dans l'océan Pacifique au large d'Hawaï. « On s'attend à ce que ce navire chinois reste hors des frontières maritimes des États-Unis et qu'il n'agisse pas de manière à entraver ces exercices » a souligné le capitaine Charlie Brown. La Chine a été écartée de ces exercices, dits RIMPAC, au mois de mai. Le Pentagone accuse Pékin d'instaurer des tensions dans la mer de Chine méridionale en y faisant circuler des navires antimissiles, installant une structure balistique sol-air et des récepteurs électroniques. Dans la foulée, un responsable militaire américain a confié à la chaîne CNN que le navire chinois, accusé d'espionnage, avait atteint, le 11 juillet, les eaux d'Hawaï, mais il n'était pas entré dans les eaux territoriales américaines. Selon une source militaire américaine, un navire russe se serait infiltré en 2016 dans la même région où étaient en cours des exercices militaires similaires. Les exercices RIMPAC impliquent 47 navires, 5 sous-marins, plus de 200 avions et 25 000 soldats, venus de 26 pays.
(Press TV, le 14-07-2018)

Au moins vingt morts après un attentat suicide contre une réunion électorale dans le nord-ouest du Pakistan...

Au Pakistan, où des législatives sont prévues le 25 juillet, au moins vingt personnes, dont l'influent homme politique local Haroon Bilour, ont été tuées hier soir et une cinquantaine d'autres blessées dans un attentat suicide à Peshawar, dans le nord-ouest. Selon la police, l'attentat visait une réunion électorale de la formation Awami National Party qui a déjà été la cible de représailles de militants islamistes pour avoir manifesté son opposition à des groupes comme les taliban.

(La voix de l'Amérique, le 11-07-2018)

Au moins 13 personnes ont été tuées et 47 autres blessées dans un attentat suicide qui a frappé mardi soir un rassemblement politique à Peshawar, dans le nord-ouest du Pakistan, a-t-on appris mercredi de sources policières et hospitalières. Zulfiqar Ali Baba Khel, le porte-parole de l'hôpital de Lady Reading à Peshawar, a confirmé que 13 personnes ont été tuées et 47 blessées dans l'explosion. Le chef de la police de Peshawar, Qazi Jamil, a précisé que le secrétaire provincial de l'information du Parti national Awami (ANP), Haroon Bilour, figurait parmi les personnes tuées dans l'attaque. Un kamikaze a déclenché sa veste bourrée d'explosifs au moment où Haroon Bilour rencontrait des employés du parti dans le quartier Yakatoot de Peshawar, capitale de la province de Khyber Pakhtunkhwa, a révélé M. Jamil. Il a réussi à s'approcher de l'homme politique quand les employés ont fêté son arrivée avec des feux d'artifice. La police, les forces de sécurité, ainsi que les équipes de secours se sont précipitées sur le site de l'explosion et ont transporté les corps et les blessés vers l'hôpital de Lady Reading. La brigade de déminage de la police a déclaré qu'environ huit à dix kilos d'explosifs et un kilo de roulements à billes ont été utilisés dans cette attaque. Aucun groupe n'a pour l'instant revendiqué l'attentat. Bashir Bilour, père de Haroon Bilour et haut dirigeant de l'ANP, avait également été tué dans un attentat suicide en 2012 lors d'une campagne électorale à Peshawar. Haroon Bilour était en campagne pour le siège de la circonscription PK-78 de l'Assemblée provinciale dans les élections générales prévues le 25 juillet. L'ANP est un parti nationaliste pachtoune basé dans la province de Khyber Pakhtunkhwa. Il est représenté à l'Assemblée provinciale ainsi que dans les chambres haute et basse du Parlement national. Les dirigeants de tous les principaux partis politiques ont condamné l'attaque et ont exhorté les autorités à assurer la sécurité des hommes politiques en lice dans les élections. Le commissaire en chef des élections a estimé qu'il s'agissait d'un complot visant à perturber le processus d'élections libres et justes.

(Radio Chine internationale, le 11-07-2018)

L'attentat suicide ayant visé une réunion électorale dans le nord-ouest du Pakistan revendiquée par les taliban...

Un attentat suicide contre une réunion électorale a fait de nombreuses victimes au Pakistan. Au moins vingt personnes, dont un influent homme politique local, ont été tuées lors de cette attaque dans la nuit d'hier, revendiquée par les taliban. L'attaque qui s'est produite dans la ville de Peshawar, dans le nord-ouest du pays, est la plus meurtrière depuis le début de la campagne électorale pour les législatives prévues dans deux semaines. Selon la sécurité, le kamikaze âgé d'environ seize ans portait sur lui huit kilogrammes d'explosifs et trois kilogrammes de plomb et de billes.

(Deutsche Welle, le 11-07-2018)

Plus d'une centaine de morts après un nouvel attentat suicide contre un meeting électoral, dans l'ouest du Pakistan...

Le Pakistan en pleine campagne électorale a été de nouveau endeuillé par un attentat suicide. 128 personnes ont été tuées et des centaines d'autres blessées, hier, à Mastung, dans l'ouest du pays. L'attaque revendiquée par l'État islamique a eu lieu en plein meeting électoral deux semaines avant les élections législatives. Le Pakistan n'avait plus connu d'attaque aussi meurtrière depuis presque quatre ans. Vendredi, un kamikaze s'est fait exploser en plein milieu d'un meeting du Balouchistan Awami Party, un parti politique du Balouchistan, la province occidentale du pays. L'attaque visait un candidat aux législatives, Siraj Raisani, qui a succombé à ses blessures. C'est le troisième attentat contre un rassemblement électoral en quatre jours et le cinquième depuis le début du mois. Deux des précédentes attaques ont été revendiquées par les taliban pakistanais.

(Radio Vatican, le 14-07-2018)

Quatre personnes enlevées par un groupe armé sur un champ pétrolier du sud de la Libye...

L'insécurité règne toujours sur le territoire libyen. Hier encore, le secteur des hydrocarbures a été visé par une attaque. Quatre employés, dont un ressortissant roumain, ont été enlevés par un groupe armé sur un champ pétrolier dans le sud du pays.

(Médi-1, le 15-07-2018)

En Tunisie, six membres des forces de sécurité tués dans une attaque revendiquée par Al-Qaïda au Maghreb islamique...

« Les institutions militaires et sécuritaires se tiennent totalement prêtes à traquer les terroristes jusque dans leur tanière », déclaration de Ghazi Jeribi en Tunisie. Le ministre tunisien de l'Intérieur par intérim a présidé hier le conseil régional de sécurité à Jendouba. C'est là que s'est déroulée l'attaque terroriste qui a visé une patrouille de la garde nationale tunisienne, attaque revendiquée par la branche d'Al-Qaïda au Maghreb islamique. Cela s'est passé hier, un peu avant midi, près de la frontière avec l'Algérie. Six agents ont perdu la vie. Sur une petite route escarpée à quelques kilomètres de la frontière algérienne, la scène de l'attentat a provoqué la tristesse et la colère en Tunisie. On y voit du sang au milieu de la route, des corps par terre couverts par des couvertures d'urgence et une voiture de la garde nationale accidentée. Selon des médias locaux, les terroristes ont attaqué un convoi de deux voitures en utilisant des grenades. Ils auraient également fait exploser une mine à leur passage. Des échanges de coups de feu ont également été rapportés. Le ministre de l'Intérieur et le chef de la garde nationale se sont déplacés sur place pour superviser les opérations de recherches et les poursuites.

(Médi-1, le 09-07-2018)

Six membres des forces de l'ordre ont été tués dimanche dans le nord-ouest de la Tunisie dans une attaque terroriste, selon les autorités, l'attaque la plus meurtrière depuis plus de deux ans. Elle intervient alors que la Tunisie, secouée par une crise politique, espère vivre cette année une très bonne saison touristique à la faveur de l'amélioration de la sécurité qui a permis le retour en force des tours opérateurs. Six agents de la garde nationale ont été tués et trois blessés lorsque leur véhicule a été attaqué hier avec un engin explosif artisanal près de la frontière avec l'Algérie, dans le secteur d'Ain Soltane, province de Jendouba, a indiqué le ministère de l'Intérieur. Un porte-parole du ministère, le général Sofiene Al-Zaq a qualifié l'attaque de terroriste.

(La voix de l'Amérique, le 09-07-2018)

De la prison ferme pour dix-sept membres présumés de Boko Haram jugés au Niger...

Au Niger, dix-sept membres du groupe terroriste Boko Haram ont été condamnés à des peines allant de deux à sept ans de prison après une semaine de procès à Diffa, dans le sud-est du pays. Selon le procureur de la République de Niamey, les prévenus sont des Nigériens, des Maliens et des Nigérians. Une vingtaine d'autres ont quant à eux été relâchés. Quatre seront jugés à la mi-octobre.

(Médi-1, le 09-07-2018)

À Maïduguri, 183 enfants enrôlés par Boko Haram, libérés par l'armée nigériane...

Au Nigeria, depuis 2009 le groupe armé islamiste Boko Haram a enrôlé de force des milliers d'enfants, les faisant combattre, transformant les petites filles en épouses ou en bombes humaines. Hier, l'UNICEF confirme la libération par l'armée de 183 enfants à Maïduguri, la capitale de l'État de Borno, libérés parce que lavés de tout soupçon de collaboration avec les djihadistes. On ne sait pas depuis combien de temps l'armée les détenait.

(Radio Vatican, le 10-07-2018)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

La Britannique exposée à l'agent innervant Novichok est décédée...

Selon la police britannique, une femme est morte après avoir été exposée à l'agent neurotoxique mortel Novichok. Dawn Sturgess, 44 ans, est décédée à l'hôpital, dimanche, dans le sud de l'Angleterre. La police a lancé une enquête pour meurtre. Mme Sturgess et un homme de 45 ans se sont retrouvés dans un état critique le 30 juin, dans la ville d'Amesbury, dans le sud de l'Angleterre. Les échantillons prélevés sur eux présentaient des traces de Novichok. Les autorités britanniques indiquent que le Novichok avait également été utilisé lors d'une tentative de meurtre ciblant un ancien espion russe et sa

filles, en mars, dans la ville de Salisbury, non loin d'Amesbury. Les enquêteurs cherchent à déterminer comment les deux personnes touchées cette fois-ci sont entrées en contact avec le Novichok et si cet incident a un lien avec l'ancien espion russe et sa fille.

(Radio Japon international, le 09-07-2018)

Un flacon de Novichok découvert au domicile du couple britannique empoisonné par l'agent innervant...

La police britannique annonce avoir trouvé du Novichok au domicile du couple empoisonné à Amesbury, dans le sud-est de l'Angleterre. Les enquêteurs doivent désormais déterminer comment ce flacon s'est trouvé au domicile des victimes. Leur contamination est survenue quatre mois après l'empoisonnement au même agent de l'ex-espion russe Segueï Skripal et de sa fille Ioulia à Salisbury, à seulement une dizaine de kilomètres de là.

(Radio Vatican, le 14-07-2018)

À Séoul, le directeur du Centre de mission sur la Corée, de la CIA reçu par l'ambassadeur américain...

Deux jours après sa prise de fonctions, le nouvel ambassadeur des États-Unis en Corée, Harry Harris, a rencontré hier à Séoul Andrew Kim. Ce directeur du Centre de mission sur la Corée (KMC) de la CIA avait accompagné Mike Pompeo à P'yongyang vendredi et samedi derniers. L'ambassade américaine à Séoul a annoncé que Kim avait fait à Harris un compte-rendu de son voyage. Sur son compte *Twitter*, elle a également publié une photo sur laquelle on voit les deux hommes se serrer la main. Après son déplacement au nord du 38e parallèle, le directeur du KMC reste à Séoul pour préparer les négociations de travail sur la restitution par le Nord des dépouilles de soldats américains tués pendant la guerre. Des discussions prévues jeudi à Panmunjom.

(KBS World Radio, le 10-07-2018)

Une unité de renseignement de l'armée sud-coréenne objet d'une enquête spéciale ordonnée par la présidence...

Le président de la République a donné hier soir un ordre spécial à son ministre de la Défense pour mettre en place une équipe d'enquête indépendante et faire la lumière, au plus vite et avec transparence, sur les allégations qui pèsent sur le Commandement de la sécurité de défense (DSC). Avant que la Cour constitutionnelle n'ait validé, en mars 2017, la destitution de l'ex-présidente Park Geun-hye, cette unité de renseignement de l'armée avait établi un document selon lequel elle se préparait à l'éventuelle proclamation de la loi martiale. Pour le DSC, si les juges de la Cour n'entérinaient pas cette destitution, les manifestants aux bougies pourraient occuper le palais présidentiel. Dans ce cas-là, la loi en question pourrait être instaurée. Selon le porte-parole de la Maison Bleue, Kim Eui-kyeom, il est possible que bon nombre de responsables, anciens ou en poste, y soient impliqués et les investigations déjà effectuées par une équipe d'enquêteurs du ministère de la Défense sont jugées insuffisantes pour lever les soupçons. Moon Jae-in a également ordonné d'ouvrir une enquête sur les soupçons selon lesquels le commandement a surveillé les familles des victimes du naufrage du ferry *Sewol*. La nouvelle équipe d'enquête sera composée de procureurs de l'armée. Elle mènera ses investigations indépendamment et non pas sous la direction du ministre de la Défense.

(KBS World Radio, le 10-07-2018)

Vers une institutionnalisation de la neutralité politique des militaires sud-coréens...

Le ministère sud-coréen de la Défense s'apprête à mettre en œuvre une loi spéciale visant à institutionnaliser la neutralité politique des militaires. Cette initiative fait suite aux allégations visant le Commandement de la sécurité de défense (DSC). Celui-ci aurait rédigé l'an dernier un document examinant l'éventuelle proclamation de la loi martiale contre les manifestations publiques à la bougie, juste avant la destitution de l'ancienne chef de l'État Park Geun-hye. En effet, la nouvelle disposition spéciale comprend des clauses qui permettent aux militaires de rejeter toute instruction politique de supérieurs ou de hauts organismes, dont la présidence, et de sanctionner de telles directives. Pendant ce temps, le colonel Jeon Ik-soo de l'armée de l'air a été désigné à la tête d'une équipe d'enquête indépendante pour faire la lumière sur cette affaire. Cette équipe sera forte d'une trentaine de procureurs issus de la marine et de l'armée de l'air. Elle mènera, d'ici le 10 août prochain, ses investigations de façon autonome et transparente. Elle se penchera aussi sur le soupçon qui pèse sur certains agents de cette entité de renseignement militaire. Ceux-ci auraient surveillé les familles des

victimes du naufrage meurtrier du ferry *Sewol* en 2014, alors que l'incompétence du gouvernement conservateur d'alors dans la gestion des crises était pointée du doigt. D'autre part, le ministre de la Défense est sous le feu des critiques pour ne pas avoir pris des mesures appropriées, alors qu'il était déjà au courant de l'existence du document en mars dernier. Toutefois, Song Young-moo refuse tout commentaire, se contentant de dire que l'enquête en question était en cours.
(KBS World Radio, le 12-07-2018)

À Islamabad, réunion des chefs des services de renseignement de la Russie, de la Chine, de l'Iran et du Pakistan...

Les chefs des services de renseignement russes, iraniens, chinois et pakistanais ont ainsi tenu, le mardi 10 juillet, une réunion à Islamabad, capitale pakistanaise, pour discuter des moyens de faire face à la menace de Daesh en Afghanistan. Le grand absent : l'Afghanistan du président pro-américain Ashraf Ghani. Les hauts responsables de la sécurité et du renseignement ont souligné la nécessité d'une coopération plus efficace des puissances régionales pour régler le conflit en Afghanistan. « Les discussions ont porté sur les dangers de l'extension de Daesh sur le territoire afghan » a déclaré M. Ivanov. « Elles ont permis de comprendre l'importance de la prise de mesures coordonnées pour empêcher que les terroristes de Daesh opérant en Syrie et en Irak ne pénètrent en Afghanistan et représentent une menace pour les pays voisins » a-t-il expliqué. Selon Sergueï Ivanov, chef du bureau de presse du Service russe du renseignement extérieur, les chefs des services secrets russes, iraniens, chinois et pakistanais se sont rencontrés mardi à Islamabad pour discuter des mesures à prendre contre la menace de la reprise des activités du groupe terroriste Daesh en Afghanistan. Sergueï Naryshkine, qui dirige le Service de renseignement extérieur de Russie (SVR), était également présent à la réunion. Cette réunion a eu lieu après la visite inopinée du secrétaire d'État américain Mike Pompeo à Kaboul, le lundi 9 juillet, où il s'est entretenu avec le président Ashraf Ghani. Les responsables du ministère russe des Affaires étrangères ont auparavant accusé Washington de planifier le transfert de Daesh en Afghanistan.
(Press TV, le 11-07-2018)

Aux États-Unis, douze membres des services de renseignement russes accusés d'avoir piraté les ordinateurs du parti démocrate...

Aux États-Unis, le procureur spécial chargé de l'enquête sur une ingérence de la Russie dans la campagne présidentielle américaine a inculpé douze agents des services de renseignement russes. Ils sont accusés d'avoir piraté les ordinateurs du Parti démocrate. Les douze personnes mises en examen sont toutes membres du service de renseignement de l'armée russe. On leur reproche des opérations informatiques de grande envergure. C'est à dire qu'entre mars et novembre 2016, durant la campagne opposant la démocrate Clinton au républicain Trump, les agents se seraient introduits dans les ordinateurs des responsables démocrates pour voler des documents internes et les publier à un moment opportun, afin de saboter la campagne des démocrates. Une opération de sabotage réalisée avec un faux site internet et un faux pirate informatique pour diffuser les documents volés. Ces opérations n'ont pas eu de conséquences directes sur le scrutin de novembre, précise le ministère de la Justice américain.
(Radio Vatican, le 14-07-2018)

... MILITAIRE ...

Entrée en mer Noire du bâtiment de guerre américain *USS Mount Whitney*...

L'*USS Mount Whitney* vient d'entrer en mer Noire. Le bâtiment de guerre est censé prendre part aux exercices maritimes *Sea Breeze 2018* en présence de l'armée de mer ukrainienne, a annoncé un communiqué de l'US Navy. Fin janvier, une loi est entrée en vigueur en Ukraine qui autorise l'armée de mer des pays membres de l'OTAN, y compris l'US Navy, à entrer dans le territoire ukrainien en vue de participer à des exercices internationaux et de renforcer la coopération entre les signataires du Traité de l'Atlantique-Nord pour la stabilité dans la région. Il s'agit entre autres des manœuvres *Sea Breeze* et *Rapid Trident*. Le communiqué précise par ailleurs : « Les exercices *Sea Breeze 2018* visent à maintenir la paix et la stabilité dans la région. De même que le déploiement des forces de l'OTAN dans la région rassure les partenaires de l'organisation sur le fait que les États-Unis tiendront leurs engagements envers la sécurité dans la région ».
(Press TV, le 09-07-2018)

En Corée du Sud, annulation de l'exercice national annuel de défense *Ulchi*...

La Corée du Sud continue de suspendre ses propres exercices militaires et ses manœuvres conjointes avec les États-Unis. Elle a décidé cette fois d'annuler son exercice national baptisé *Ulchi*, prévu à l'origine le mois prochain. Une décision qui est intervenue, bien sûr, sur fond de détente militaire dans la péninsule. En août chaque année, Séoul effectue simultanément sa propre manœuvre, *Ulchi*, et ses exercices communs avec Washington, *Freedom Guardian*. Il s'agit de l'opération emblématique simulant une guerre totale dans la péninsule. Le mois dernier, les deux alliés avaient décidé de suspendre temporairement *Freedom Guardian*. Autre décision arrêtée aujourd'hui : le ministère de la Défense reprendra ses exercices militaires *Taegeuk* dans le courant du second semestre de l'année. Des exercices qui devaient avoir lieu en juin, mais qui ont été reportés.

(KBS World Radio, le 10-07-2018)

La Corée du Sud a décidé mardi d'annuler l'exercice national annuel de défense *Ulchi* de cette année, celui-ci visant à contrôler l'état de préparation du pays à la guerre, au vu de l'amélioration des relations avec la République populaire démocratique de Corée (RPDC). Selon un communiqué de presse conjoint du ministère de la Défense nationale et du ministère de l'Administration publique et de la Sécurité, la décision a été prise au cours d'une réunion du gouvernement d'après les dernières évolutions en matière de sécurité et la suspension des exercices militaires conjoints avec les États-Unis. L'annulation de l'exercice *Ulchi* survient après que Séoul et Washington ont annoncé le 19 juin la cessation des exercices de guerre annuels *Freedom Guardian* (UFG), dont le prochain était prévu en août. Les deux exercices avaient lieu en tandem chaque année au mois d'août. Le président américain Donald Trump avait fait le serment de mettre fin à tout exercice de guerre provocateur avec la Corée du Sud, à l'issue de son premier sommet avec le dirigeant suprême de la RPDC, Kim Jong-un, à Singapour, le 12 juin.

(Radio Chine internationale, le 10-07-2018)

À Hawaï, participation d'une unité japonaise de lancement de missiles à l'exercice multinational RIMPAC...

Une unité de lancement de missiles des Forces japonaises d'autodéfense a effectué ses premières manœuvres conjointes avec l'armée américaine à Hawaï dans le cadre d'un exercice multinational. Les FAD maritimes nippones participent aux manœuvres RIMPAC dirigées par les États-Unis qui ont lieu tous les deux ans et impliquent les marines des nations du pourtour du Pacifique. Les exercices se déroulent au large des côtes de Hawaï. L'unité de lancement de missiles sol-mer des FAD terrestres a effectué un exercice avec l'armée américaine pour la première fois. La manœuvre, sur l'île de Kauai, impliquait la recherche aérienne d'un bateau naviguant près d'une île isolée. Elle était menée grâce à un appareil de reconnaissance sans pilote des États-Unis et un avion P3C des FAD japonaises maritimes. Une fois le bateau localisé, le poste de commandement conjoint nippon-américain a relayé l'information à l'unité de missiles des FAD terrestres, qui ont tiré un missile depuis un véhicule de grand gabarit. Les troupes et les missiles de l'unité doivent être déployés sur les îles d'Amami Oshima et de Miyako dès mars 2019 pour assurer la défense des îles Nansei, dans le sud-ouest du Japon. Selon les observateurs, cette récente manœuvre a pour objectif de démontrer la coopération étroite entre le Japon et les États-Unis face à l'augmentation des activités maritimes de la Chine.

(Radio Japon international, le 13-07-2018)

Des photos des lance-roquettes multiples chinois PHZ-89 publiées sur les réseaux sociaux...

L'armée chinoise a publié sur les réseaux sociaux des photos de ses lance-roquettes multiples sur chenilles qui ont pris part à des exercices de tir réel. Des lance-roquettes sur chenilles chinois PHZ-89 ont pour la première fois participé aux exercices de tir réel, organisés début juillet 2018 par le ministère chinois de la Défense. Le PHZ-89, mis au point par les constructeurs chinois, est une copie du lance-roquettes multiples russe *Grad*, monté sur le châssis blindé Type 321 qui est équipé d'un clone du moteur diesel soviétique V-54. Le lance-roquettes à 40 tubes de calibre 122 mm est équipé d'un container contenant 40 roquettes supplémentaires, ce qui a permis de réduire considérablement le temps de rechargement qui se fait actuellement en trois minutes. Les roquettes de 122 mm tirées par le PHZ-89 ont une portée de 30 kilomètres.

(Radio Sputnik, le 13-07-2018)

<http://twitter.com/renseignor>



Des bombardiers chinois participeront aux prochains exercices militaires internationaux en Russie...

La force aérienne chinoise enverra des bombardiers stratégiques, des avions de combat et des avions de transport en Russie pour prendre part à des exercices militaires internationaux, prévus d'ici la fin juillet, dans la conjoncture où Pékin entend développer ses relations militaires et défensives avec un certain nombre de pays dont, et surtout, la Russie. Les bombardiers chinois du type *Xian H-6K*, qui patrouillent en mer de Chine méridionale et dans le détroit de Taïwan, participeront pour la première fois aux exercices de l'Armée, qui se tiendront le 28 juillet dans le sud de la Russie et dans certaines régions du Caucase, selon un porte-parole de l'armée de l'air chinoise. La Chine rejoindra la Russie, la Biélorussie, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, l'Arménie et l'Iran dans ces jeux de guerre. Le colonel à la retraite Yue Gang a déclaré au quotidien *South China Morning Post* que l'objectif de la Chine était de détecter les points faibles et les points forts de ses bombardiers.
(Press TV, le 14-07-2018)

... CYBERGUERRE ...

Au Cameroun, ouverture d'une enquête après la diffusion d'une vidéo montrant l'exécution de deux femmes...

Amnesty International affirme avoir des preuves crédibles que ce sont bien des militaires camerounais qui ont exécuté des civils dans une vidéo devenue virale sur internet. Le gouvernement dit avoir ouvert une enquête, mais l'ONG réclame une enquête impartiale. Dans un communiqué, Amnesty International dit avoir réuni des preuves crédibles que ce sont bien des soldats camerounais qui sont dans la vidéo. Elle montre des hommes armés exécutant deux femmes et leurs enfants accusés d'être des complices de Boko Haram. Suite à sa diffusion sur les réseaux sociaux, le gouvernement camerounais dit avoir ouvert une enquête. Cependant Issa Tchiroma Bakary, porte-parole du gouvernement, a qualifié la vidéo de *Fake News* et d'horrible trucage. Cette affirmation ne résiste pas à une enquête d'après Amnesty qui assure pouvoir apporter des preuves du contraire. Samira Daoud, directrice du bureau Afrique d'Amnesty, appelle à une enquête impartiale pour que les auteurs ne restent pas impunis. L'armée camerounaise est souvent accusée par les ONG de perpétrer des exactions contre des personnes soupçonnées d'appartenir au groupe Boko Haram, ce qu'elle a toujours démenti.

(La voix de l'Amérique, le 13-07-2018)

Des données sensibles sur les drones américains MQ-9 Reaper en vente sur le Dark Web...

Des pirates informatiques ont tenté de vendre des données très sensibles sur les drones militaires des forces armées américaines MQ-9 *Reaper* sur le *Dark Web*, a annoncé la société informatique Recorded Future dans un rapport publié sur son site. Recorded Future a identifié un nouvel utilisateur sur un forum de hackers qui tentait de vendre des documents très sensibles sur le drone militaire américain MQ-9 *Reaper*. Des analystes ont contacté le hacker et ont confirmé que les documents mis en vente étaient bien authentiques. Selon la société, il a également proposé à la vente des manuels, une liste de militaires pilotant ces drones, ainsi que d'autres informations sensibles. Comme le signale l'entreprise Recorded Future, même si ces documents n'étaient pas classés « Top secret » le fait qu'un seul hacker avec des compétences techniques modestes ait pu identifier plusieurs cibles militaires vulnérables et télécharger des informations hautement sensibles en une semaine est un aperçu inquiétant de ce qu'un groupe plus déterminé et mieux structuré avec des ressources techniques et financières supérieures pourrait réaliser.

(Radio Sputnik, le 12-07-2018)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

Des armes américaines sophistiquées auraient été récemment livrées à l'armée marocaine...

Les Forces armées royales marocaines (FAR) auraient reçu des équipements militaires sophistiqués en provenance des États-Unis. C'est ce qui ressort des informations rapportées par des médias locaux, dans leurs éditions du 10 juillet. Ils affirment que ces armes ont été acheminées vers la base des FAR à Nouaceur dans la région de Casablanca. Le média *Akhbar Al-Yaoum* a fait état d'un autre contrat, qui serait fraîchement conclu avec les USA, pour l'acquisition de missiles sol-mer anti-navires et air-mer

anti-radar. Les accords et les contrats pour l'achat d'équipements militaires signés par le général Abdelfattah Louarak, l'inspecteur général des forces armées royales, avec plusieurs partenaires dont les États-Unis, commenceraient à se concrétiser, a affirmé le journal *Al-Massae*. Après la réception des tanks *Abrams*, les FAR se seraient dotées de nouvelles armes lourdes, notamment des chars blindés FAP, selon des sources bien informées citées par le quotidien. Ces dernières auraient affirmé que les blindés ont été acheminés vers la base de l'armée marocaine, à Nouaceur, dans la région de Casablanca. Des missiles, sophistiqués et modernes, devraient être livrés prochainement au Maroc et serviraient à armer les avions de chasse de type F-16 de l'armée locale. Toujours selon ces mêmes sources, l'inspecteur général des forces armées royales aurait conclu d'autres contrats concernant l'achat d'avions de chasse et de leurs armes spécifiques, dont feraient partie des missiles air-air. Des hélicoptères *Apache* et des lance-missiles air-air sont également concernés. De son côté, le quotidien *Akhbar Al-Yaoum* a rapporté, citant des sources bien informées, que l'armée marocaine aurait conclu un contrat d'achat de missiles sol-mer anti-navires américains puissants et d'une portée maximale importante. Ces missiles auraient été conçus pour cibler des objectifs marins sans être lancés à partir de plateformes spécifiques, équipées de batteries fixes ou mobiles. Ils sont également susceptibles d'être montés sur les bombardiers F-16. Selon les mêmes sources citées par le quotidien, les FAR seraient équipées d'autres missiles tactiques de la famille air-mer conçus pour la destruction de radars. (Radio Sputnik, le 11-07-2018)

Une arme laser de conception turque à même de percer une armure de 22 mm à 500 mètres de distance...

Conçue par le Centre de recherche sur l'informatique et la sécurité de l'information, une arme laser ultra-moderne capable de percer une armure de 22 mm à une distance de 500 mètres a été testée avec succès en Turquie, informe le site *Daily Sabah*, accompagnant sa publication d'une vidéo des essais. Mis au point dans le cadre du projet ISIN, ce laser d'une puissance de 20 KW est destiné à éliminer les menaces liées aux drones ou aux sous-marins ennemis se trouvant à une distance de 500 mètres.

(Radio Sputnik, le 11-07-2018)

Renseignor
Le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
148 rue de l'Université – 75007 Paris
Tel.: 01 78 42 26 67